

Zeitschrift:	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber:	Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band:	21 (1963)
Heft:	[1]: La Suisse, l'URSS et l'Europe orientale
 Artikel:	Les relations économiques de l'Union soviétique avec les pays de l'Est européen
Autor:	Nötel, Rodolphe
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-135624

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les relations économiques de l'Union soviétique avec les pays de l'Est européen¹

RODOLPHE NÖTEL

*professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales et Economic Affairs Officer
au près de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies, Genève*

Le groupement Est européen dans l'ensemble de l'économie de l'Europe

L'Union soviétique, après une période qu'on appelle celle du socialisme dans un seul pays, a développé une coopération économique étroite avec les pays situés à l'est et au sud-est de la ligne Szczecin-Maribor, dès l'entrée dans ces territoires de son armée victorieuse contre l'Allemagne hitlérienne. Elle a créé ainsi en Europe, sous son influence directe, un premier groupement économique régional qui a précédé tous les autres groupements économiques européens : l'Organisation de la coopération économique européenne du Plan Marshall, la Communauté économique européenne du Traité de Rome, l'Association européenne de libre-échange du Pacte de Stockholm, de même que l'organe de la coopération économique multilatérale apparu plus tard sous la propre égide de l'Union soviétique, le Conseil d'aide économique mutuelle.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance de ce groupement économique autour de l'Union soviétique comprenant l'Allemagne orientale, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Il comprend en 1960 presque la moitié (47 %) de la population de l'Europe (y compris toute l'Union soviétique), fournit une proportion presque égale de la production des quatre principaux produits clefs industriels, l'énergie électrique, l'acier, le ciment et les tissus de coton (42 %, 44 %, 41 % et 44 % respectivement) et il récolte presque les deux tiers (61 %) de la production européenne des cinq céréales principales. Dans le commerce international de l'Europe, il figure pour un cinquième : le total des exportations du groupement est de 13 milliards de dollars en comparaison de 30 milliards de dollars pour la CEE et de 18 milliards de dollars pour l'AELE (voir tableau 1).

Le groupement Est européen est ainsi parvenu en 1960 à un niveau de production industrielle par habitant de peu inférieur à celui de l'Europe occidentale, et la production agricole de base, malgré toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, est, par habitant, plus élevée même qu'en Europe occidentale. Son commerce international, en revanche, reste, par habitant, à un niveau beaucoup plus bas : en comparaison d'une moyenne

¹ Les idées exprimées dans cette étude n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

TABLEAU 1.

Population, production et commerce extérieur des principaux groupements économiques de l'Europe en 1960

	Unité	CAEM	Europe occidentale	CEE	AELE	Autres pays de l'Europe occidentale	Monde entier
Population	Million	313	354	172	89	93	2.995
<i>Production</i>							
Energie électrique	Million de MWh	406	551	269	239	43	2.240 ¹
Charbon (en équivalent de houille)	Million de tonnes	702	501	267	201	33	1.820 ¹
Pétrole brut	»	162	15	11½	2½	1	1.052 ¹
Acier brut	»	86	109	73	32	4	326 ¹
Acide sulfurique (en équivalent de H ₂ SO ₄)	»	7,9	15,2	3,7	4,0	1,5	..
Ciment	»	68	97	61	23	13	301 ¹
Machines-outils à travailler les métaux	Millier	284	..	432	..	..	..
Véhicules automobiles utilitaires	»	447	1.136 ²	667	463 ²	6 ²	3.830 ¹
Véhicules automobiles de tourisme	»	275	4.781 ²	3.410	1.361 ²	10 ²	12.670 ¹
Tissus de coton	Millier de tonnes	1.005	1.238	810	292	136	6.280 ¹
Les cinq céréales principales	Million de tonnes	175	113	53	21	39	652
<i>Commerce extérieur</i>							
Exportations	Milliard de dollars	13,19	51,23	29,73	18,21	3,29	127,70
Importations	»	13,45	56,79	29,59	22,71	4,49	134,50

SOURCES: *Bulletin mensuel de statistique* (Nations Unies); *Bulletin trimestriel de statistiques de l'acier pour l'Europe*; *Coton — statistiques mondiales*, *Bulletin trimestriel du Comité consultatif international du coton*; *Bulletin mensuel, Economie et statistiques agricoles*; *Yearbook of International Trade Statistics* (United Nations), annuaires et bulletins nationaux des pays membres du CAEM; *Statistiques industrielles* (Office statistique des communautés européennes); *Bulletins statistiques, Statistiques générales* (OCDE).

¹ Non compris la Chine continentale.

² Non compris dans le total pour l'Europe occidentale et pour les groupes régionaux respectifs, la Suède, la Suisse et l'Espagne.

Pour les tableaux de cet article: .. = Chiffre non disponible. * = Évaluation. — = Zéro ou quantité négligeable.

des exportations et des importations de 153 dollars par personne pour l'ensemble des pays de l'Ouest européen, celle des pays de l'Est européen se chiffre à 42 dollars seulement.

Le commerce international du groupement de l'Europe orientale, de plus, se replie sur la région elle-même. Ce commerce est comme une montagne massive qui aurait peu de sommets élevés représentant le commerce avec les autres régions. On pourrait aussi le comparer à un iceberg dont la partie sous-marine, soit les transactions à l'intérieur du bloc, est beaucoup plus importante que la partie émergée, les transactions avec les pays de l'Ouest européen et d'outre-mer. Tandis que la part des exportations intrarégionales est de 34 % du total pour les pays membres de la CEE et de 19 % pour les pays membres de l'AELE, celle des exportations mutuelles constitue 62 % du commerce des pays membres du CAEM, qui s'élargit encore à 71 % si l'on considère le commerce avec la Chine continentale et les autres pays associés de l'Asie.

Le commerce avec l'Union soviétique est un facteur important de cette forte concentration du commerce à l'intérieur de la région du Conseil d'aide économique mutuelle. La part du commerce intrarégional varie pour chaque pays du groupement; elle est de plus des quatre cinquièmes pour la Bulgarie et de plus de la moitié pour la Pologne; elle est de plus des deux tiers pour l'Allemagne orientale et la Roumanie et seulement d'un peu moins pour la Tchécoslovaquie et la Hongrie. L'Union soviétique est le partenaire prépondérant de cette coopération régionale: elle intervient toujours pour plus de la moitié dans le commerce intrarégional de chacun des pays membres, et même pour plus des deux tiers dans celui de l'Allemagne orientale et de la Bulgarie.

Dans le commerce total de l'Union soviétique, le commerce avec l'ensemble des pays de l'Est européen représente plus de la moitié du total. Mais tandis que dans le commerce de ses partenaires moins importants qu'elle l'Union soviétique intervient pour une part variant entre 30 et 54 %, la participation de ces pays, pris individuellement, au commerce de l'Union soviétique n'est que de 18 % pour l'Allemagne orientale et ne dépasse pas 5 % pour la Bulgarie, ou la Hongrie, ou la Roumanie (voir tableau 2).

L'Union soviétique, principale puissance économique régionale

L'Union soviétique, le partenaire commercial majeur, est sans aucun doute la puissance économique principale dans la région du Conseil d'aide économique mutuelle. Sa production constitue environ trois quarts du total du groupement pour l'énergie électrique, l'acier, les tissus de coton et les céréales (en 1960 73 %, 75 %, 74 % et 73 % respectivement) et deux tiers pour le ciment (67 %). Avec environ deux tiers (68 %) de la population de la région sur son territoire, l'Union soviétique a atteint une prépondérance régionale dans la production de ces produits clefs de l'industrie et de l'agriculture, non seulement pour les productions effectives, mais aussi, sauf pour le ciment, pour les productions par habitant (voir tableau 3).

Le commerce extérieur de l'Union soviétique représente, d'autre part, seulement deux cinquièmes, ou, plus précisément, 42 % du total pour la région, ce qui veut dire que sa suprématie dans le domaine de la production se combine avec une activité commerciale de beaucoup inférieure à celle de l'ensemble des autres pays de la région: la

TABLEAU 2.

*Répartition par régions et par pays du commerce extérieur de l'Union soviétique,
de l'Europe de l'Est et des pays associés d'Asie en 1960*

Part dans le total des exportations et importations en pour-cent

	Part des importations de l'URSS en provenance des pays indiqués	Part des exportations des pays indiqués vers :			Parts des exportations de l'URSS à destination des pays indiqués	Parts des importations des pays indiqués en provenance de :		
		URSS	CAEM	Marché oriental ¹		URSS	CAEM	Marché oriental ¹
Allemagne orientale . . .	16,5	42,2	68,8	74,2	18,9	43,9	66,6	71,9
Bulgarie	5,3	53,8	80,8	82,5	5,9	52,6	80,4	82,6
Hongrie	4,4	29,4	61,4	67,0	5,6	31,0	63,9	68,3
Pologne	6,9	29,4	54,9	59,5	8,8	31,1	58,1	61,8
Roumanie	5,0	39,2	65,8	69,9	4,7	41,0	67,9	72,4
Tchécoslovaquie . . .	11,6	34,2	63,7	70,6	11,4	34,7	63,9	69,8
Albanie ²	0,4	44,8	94,2	96,7 ³	0,8	56,4	93,0	95,8 ³
Yougoslavie	0,9	9,2	31,5	..	1,0	6,9	25,6	..
Pays associés d'Asie . .	17,8	..	65,5	..	17,3	..	66,0	..

SOURCES: Tableau 1 de l'annexe, *Vnechniaia torgovlia soiouza SSSR*, 1960, p. 7-9; *Anuari statistikor i R.P. Shqipërisë*, 1960, p. 7; *Statistički godišnjak FNRJ*, 1961, p. 196; *Bulletin mensuel de statistique* (Nations Unies).

¹ CAEM et pays associés d'Asie.

² 1959.

³ Plan 1962 pour le total du commerce avec la Chine seule: 59,1 %.

moyenne des exportations et des importations par habitant s'élève à 26 dollars seulement pour l'Union soviétique en comparaison avec une moyenne de 78 dollars pour les six autres membres du groupement. Ainsi, grâce à l'importance de sa production et à l'indépendance de son commerce, l'Union soviétique peut maintenir une liberté d'action considérable dans le domaine économique international dans ses relations aussi bien avec les autres membres du groupement qu'avec tout autre pays.

Tandis que, dans le monde occidental, on observe de temps en temps une certaine défaillance de la part des grandes puissances à assumer leur rôle de pouvoir économique dirigeant, l'Union soviétique entendait et entend jouer ce rôle continuellement en guidant les économies des pays de l'Est européen. Elle est la puissance prépondérante dans la région au point de vue politique, militaire et économique. Elle exerce son influence par les relations entre Etats, entre gouvernements, entre partis et entre entreprises et syndicats. Elle peut le faire par le moyen des traités internationaux, des accords intergouvernementaux, des résolutions en commun et des accords entre partis, des démarches

diplomatiques et des contacts entre secrétariats politiques, en invoquant une idéologie commune, en utilisant les discussions théoriques et les échanges d'expériences, en jouant sur les avantages ou les désavantages possibles sur le plan politique aussi bien qu'économique. Elle a su faire adopter sa politique de planification, de nationalisation et d'industrialisation, de collectivisation agraire et de coopération économique internationale, et elle peut obtenir ainsi, directement ou indirectement, une certaine unité d'action intrarégionale pour la planification et l'exécution des plans dans les domaines de la production, des investissements et du commerce extérieur.

Coopération bilatérale et coopération multilatérale : les changements dans le rôle du CAEM

Cette coopération étroite entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen a pris d'abord des formes plutôt bilatérales et directes qui, par la suite, se sont transformées successivement en arrangements multilatéraux et indirects. La coopération bilatérale initiale entre l'Union soviétique et les six ou sept pays de la région¹, appelée parfois coopération en étoile centrée sur l'Union soviétique, a relégué au second plan pendant plusieurs années la coopération multilatérale, même après la création du Conseil d'aide économique mutuelle en 1949 face à l'organisation de coopération ouest européenne du Plan Marshall ; mais depuis le Congrès des Partis communistes et ouvriers en mai 1958, la coopération au sein du CAEM prend de l'ampleur et de la profondeur, et l'Union soviétique, malgré son influence importante et maintes fois décisive, y est un partenaire égal aux autres, mais *primus inter pares*.

La transformation par étapes successives de la coopération économique entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen, de formes bilatérales devenant multilatérales, a amené malgré le caractère inchangé de ses buts fondamentaux, de ses bases institutionnelles et de la plupart de ses instruments, une modification certaine, non seulement de ses procédures mais aussi de sa portée et de sa substance.

Le but fondamental du développement économique de l'ensemble de la région dans le sens de son industrialisation est resté invariable, de même que ses bases institutionnelles : la propriété publique et la planification. La coordination des plans de production et du commerce extérieur, et des investissements, et leur incorporation éventuelle dans les accords commerciaux, comme instruments principaux de la coopération intrarégionale, a été, en conséquence, aussi maintenue.

Mais la coordination des économies autour du seul grand pays central, qui laissait les autres pays, malgré cela, dans l'isolement national, a cédé la place à une coordination

¹ L'Albanie, qui est restée membre du groupement au point de vue formel, a eu une participation fortement réduite à la coopération depuis la fin de 1960. Si l'on considère la coopération d'ensemble, l'importance de sa participation est réduite. Sa population représente 1,6 % du total des sept pays de l'Est européen (non compris l'Union soviétique), sa production 5,2 % pour le pétrole brut, 1,1 % pour les tissus de coton et 0,5 % pour les cinq céréales principales ; le total de ses exportations est de 0,3 % du total des sept pays et le total de ses importations 1,1 % (1960). Il n'a pas été possible, faute d'informations, d'inclure ce pays dans les statistiques des tableaux 4, 7 et 8.

TABLEAU 3.

Changement de la population, de la production et du commerce extérieur de l'Union soviétique et des pays de l'Europe orientale entre 1950 et 1960

En nombre, quantités ou valeurs et en indices : 1950 = 100

	Unité	CAEM			Union soviétique		Sept pays de l'Europe orientale		
		1950		1960		1960		1960	
		En unités	1950 = 100	En unités	1950 = 100	En unités	1950 = 100	En unités	1950 = 100
Population	Million	271	313	115	214	118	99	110	
<i>Production</i>									
Energie électrique . . .	Million de MWh	135	406	300	292	320	114	259	
Charbon (en équivalent de houille)	Million de tonnes	390	702	180	442	198	260	155	
Pétrole brut	»	44	162	369	148	390	14	237	
Acier brut	»	36	86	242	65	239	21	251	
Acide sulfurique (en équivalent H_2SO_4) . . .	»	3,1 ¹	7,9 ¹	256	5,4	254	2,5 ¹	261 ¹	
Ciment	»	19	68	369	45	447	23	274	
Machines-outils pour le travail des métaux . .	Millier	116	284	244	185	237	98	259	
Véhicules automobiles utilitaires	»	310	447	144	385	129	63	535	
Véhicules automobiles de tourisme	»	96	275	286	139	215	136	431	
Tissus de coton	Millier de tonnes	622	1005	162	739	160	266	166	
Chaussures de cuir . .	Million de paires	272	577	211	419	207	158	226	
Les cinq céréales principales	Millier de tonnes	110	175	159	127	170	48	136	
<i>Commerce extérieur</i>									
Exportations	Milliard de dollars	4,28	13,19 ²	308	5,56	310	7,63 ²	307	
Importations	»	3,97	13,45 ²	339	5,63	387	7,82 ²	312	

SOURCES : *Bulletin économique pour l'Europe*, n° 1, vol. 11 (1959), p. A-2 à A-18 ; annuaires et bulletins statistiques et tableau I de l'annexe.

¹ Pour la Tchécoslovaquie, non compris l'équivalent en acide sulfurique de l'oléum ou acide sulfurique fumant ($SO_4H_2 + nSO_3$).

² Pour l'Albanie, 1959.

multilatérale avec la pluralité des pays membres du CAEM. Ainsi s'est produit un élargissement de la coopération mutuelle et des échanges commerciaux pour tous les pays de la région dont il est résulté une intégration plus profonde de l'économie nationale de chaque pays dans l'ensemble de l'économie de la région.

La coopération multilatérale au sein du CAEM est naturellement profondément différente de la coopération multilatérale au sein de la CEE ou de l'AELE qui, dans un cadre multilatéral pour le commerce et les paiements, se règle par les lois du marché, c'est-à-dire par la compétition en principe des prix d'exportation et d'importation et des coûts de production. Dans la CEE à laquelle d'autres pays de l'Ouest européen, membres de l'AELE ou non, ont exprimé l'intention d'adhérer ou de s'associer, il y a une politique de conjoncture en commun et une politique économique à long terme en commun, politique de l'énergie, de l'acier, de l'agriculture et des transports, politique monétaire et sociale, politique économique envers les pays associés d'outre-mer, tout en commun ; mais, malgré une protection maintenue envers d'autres régions par un tarif commun et par des contingents, c'est la réduction par étapes des tarifs douaniers et des restrictions quantitatives dans le commerce entre pays membres qui, par le fonctionnement du marché et la compétition, doit assurer l'expansion de la production dans les pays, les industries et les entreprises les plus compétitifs, à bas coûts de production, ou un transfert de la production dans ces pays, industries et entreprises.

La coopération multilatérale des pays membres du CAEM signifie tout autre chose. Coopération multilatérale dans ce groupement veut dire décisions à l'unanimité des pays membres directement intéressés en toute matière de coordination pour une année, pour cinq ans ou quinze ans, des plans de production et du commerce extérieur, c'est-à-dire en considérant les plans de chaque pays, leurs possibilités de spécialisation et de production en série, leurs ressources naturelles et, en principe, leurs coûts de production ; elle veut dire l'incorporation de ces décisions unanimes, par la suite, dans des plans nationaux de même durée, pour la production et le commerce et, finalement, elle veut dire des accords commerciaux à l'échelon des gouvernements et des arrangements commerciaux, à l'échelon des entreprises dans un cadre toujours restreint à des paires de pays membres. En résumé, elle veut dire décisions multilatérales unanimes concernant la coordination intrarégionale de la production et du commerce, mais relations commerciales et de paiements bilatéraux.

Le développement des relations économiques entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen

Faire l'historique de cette coopération, à travers ses phases bilatérales et multilatérales, est une tâche complexe et délicate en raison des changements extrêmement fréquents et parfois brusques et divergents qui sont à relater. Les vicissitudes de cette coopération reflètent, à cause des liens particulièrement étroits dans cette région entre la vie économique et la vie politique pendant cette époque, tous les revirements des courants politiques. Mais, d'autre part, toute variation et tout mouvement de la coopération,

de la production et du commerce, ont eu leur répercussion immédiate ou lointaine sur les forces politiques en jeu, de même que sur la vie quotidienne de millions et de dizaines de millions de gens.

Les résultats obtenus au point de vue du développement économique de base ont été tout à fait remarquables pendant les années 1950 pour l'ensemble de la région, pour l'Union soviétique aussi bien que pour les six ou sept pays de l'Est européen. La production d'énergie électrique, ce produit clef de toute industrialisation, a triplé pendant dix ans, celle de l'acier a été haussée à un niveau presque deux fois et demie plus élevé, et celle du ciment à un niveau presque quatre fois supérieur. Les résultats obtenus pour les produits clefs de l'industrie légère et de l'agriculture ont été beaucoup plus modestes : augmentation de moins de deux tiers pour les tissus de coton et de plus de la moitié pour les cinq céréales principales (voir tableau 3).

L'Union soviétique était et est restée le centre dynamique de cette coopération pour de multiples raisons. C'est elle qui a inspiré la politique économique de l'industrialisation rapide à ses partenaires ; c'est elle qui a su faire accepter ses techniques et ses méthodes de planification ; c'est elle qui a donné l'exemple des transformations structurelles nécessaires et c'est elle qui a eu une influence considérable, non seulement dans les grandes lignes de la planification, mais aussi dans ses objectifs détaillés pour la production et pour le commerce.

Les efforts d'investissements de l'Union soviétique étaient, de plus, très bien soutenus et les rendements de ses investissements se développaient plus favorablement que ceux de la plupart de ses partenaires — pour les investissements en matières premières, à cause de sa richesse en ressources naturelles, pour les investissements en agriculture de base, à cause de l'étendue de ses terres labourables, et pour ceux dans les industries transformatrices en raison des possibilités d'économies que permet la production à grande échelle.

Les taux d'expansion de la production entre 1950 et 1960 sont proches en Union soviétique et dans les sept pays d'Europe orientale pour l'acier brut, l'acide sulfurique, les machines-outils pour le travail des métaux, les tissus de coton et les chaussures de cuir. Ils sont plus élevés en Europe orientale pour les véhicules automobiles mais ils se rapportent à un niveau de production relativement faible. Ils sont, d'autre part, nettement supérieurs en Union soviétique pour l'énergie électrique, le charbon, le pétrole brut, le ciment et les céréales principales.

Le dynamisme du commerce extérieur pendant ces dix années dépassait même celui de la production, mais d'un niveau très bas du commerce en Union soviétique et dans la plupart des pays de l'Est européen. L'expansion des exportations soviétiques a atteint un taux moyen annuel de 12 %, comme celui des exportations de même que des importations pour l'ensemble des six autres pays, tandis que les importations soviétiques, qui remplaçaient en partie les livraisons courantes de réparations encore dues en 1950, ont augmenté de 14,5 %.

Mais il faut remonter jusqu'à 1948, une année dite normale au point de vue du commerce malgré des crises politiques réitérées, pour pouvoir donner un aperçu, en traçant les très grandes lignes uniquement, non seulement de la « dynamique

commerciale» mais aussi de certains aspects supplémentaires du commerce, notamment sa composition par régions et ses effets sur la situation économique interne¹. Le développement du commerce de l'Union soviétique et des pays de l'Est européen, ce miroir de leur coopération pendant ces quinze ans, démontre en effet que les aspects supplémentaires ont en fait peut-être plus d'importance que la dynamique elle-même de ce commerce.

Le commerce soviétique pendant cette période a évolué à un rythme extrêmement inégal du côté exportations, mais d'une manière très stable du côté importations grâce aux réserves de l'Union soviétique en avoirs étrangers et en or. La part des fournitures venant de l'Est européen dans le total des importations de l'Union soviétique est passée de 33 % en 1948 à 59 % en 1950, et probablement à un pourcentage plus élevé en 1953, année pour laquelle les statistiques n'ont pas été publiées, puis a décliné continuellement jusqu'à devenir égale à 50 % en 1960. Une pareille réduction apparaît dans ses importations en provenance de la Chine, avec comme résultat une augmentation constante de ses importations d'Europe occidentale et des pays d'outre-mer.

Pour l'ensemble des pays de l'Est européen, les taux d'expansion des exportations sont restés assez stables, un peu au-dessous de la moyenne de 1953 à 1955 et de 1955 à 1958; mais pour les importations, le rythme de croissance a été relativement élevé de 1948 à 1953, et encore plus élevé de 1958 à 1960 et relativement bas pendant les cinq années entre 1953 et 1958. Pour l'ensemble de ces pays, la part du commerce intrabloc (y compris l'Asie) a augmenté de 43 % en 1948 à 77 % en 1953, pour tomber ensuite à 70 % en 1955 et se maintenir à peu près à ce niveau pendant les cinq années suivantes.

Les fluctuations du commerce de l'Union soviétique et les pays de l'Est européen ont été d'une intensité extrême, encore plus pour les importations du côté de l'Est européen que pour les exportations. Le taux annuel d'expansion des importations des pays de l'Est européen, qui était de 45 % entre 1948 et 1950, est tombé à 3 % seulement entre 1953 et 1955, pour remonter, après une stagnation en 1956², à un taux de 18 % entre 1958 et 1960 (voir tableau 4).

Bien que le développement du commerce des pays de l'Est européen se soit fait à un taux moyen très élevé pendant cette période, il a eu ses crises de croissance, les plus aiguës en 1953 et en 1956, avec des répercussions connues sur les situations économiques internes de nombre de pays. La première, qui a été la conséquence d'une concentration extrême du commerce intrabloc, a été éliminée par un changement dans l'orientation régionale du commerce. La deuxième, qui a été provoquée par des efforts

¹ La brièveté de cette étude ne permet pas une analyse détaillée de problèmes tels que l'influence, dans le passé, des variations de la composition du commerce par régions et par produits, des rapports d'échanges et des balances de paiements sur l'activité industrielle et agricole et sur le revenu national disponible, donc sur les investissements et leurs prix, et sur le niveau et la structure de la consommation. Pour certains faits pertinents, voir *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1954*, chap. 5; *Etude sur la situation de l'Europe économique en 1957*, chap. VI et «Commerce extérieur et développement économique en Europe orientale et en Union soviétique», dans le *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 11, no 1, juin 1959, p. 44-89 et annexes.

² Selon les statistiques soviétiques, les fournitures de l'URSS à destination de ces pays furent de 1792 millions de dollars en 1955 et de 1768 millions de dollars en 1956.

TABLEAU 4.

*Changement dans la répartition par régions du commerce de l'Union soviétique
et de l'Europe orientale*

Valeurs en millions de dollars et variations en pourcentages

	Exportations en direction de:				Importations en provenance de:			
	Monde entier	Union soviétique	Europe orientale	Pays associés d'Asie	Monde entier	Union soviétique	Europe orientale	Pays associés d'Asie
<i>Pays-membres du Conseil d'aide économique mutuelle¹</i>								
Valeur, 1948	2.900*	400*	800*	200*	3.100*	400*	800*	200*
1950	4.275	795	1.768	520	3.933	843	1.607	288
1955	8.102	1.674	3.121	1.185	7.486	1.551	2.939	964
1958	10.286	2.204	3.829	1.228	10.094	2.121	3.696	1.299
1960	13.172	2.818	5.235	1.378	13.368	2.950	4.918	1.365
<i>Variation en pourcentage</i>								
1958-1959	18,5	16,2	25,2	25,1	18,5	29,6	16,4	23,6
1959-1960	8,0	10,1	9,2	-10,3	11,7	7,4	14,3	-15,0
1960-1961	8,5	11,0	12,1	-44,3	6,3	9,7	10,6	35,2
<i>Union soviétique</i>								
Valeur, 1948	1.100*	—	400*	200*	1.200*	—	400*	200*
1950	1.795	—	1.000	500	1.456	—	852	273
1955	3.469	—	1.792	914	3.061	—	1.663	738
1958	4.298	—	2.320	765	4.350	—	2.206	985
1960	5.563	—	3.120	964	5.630	—	2.820	1.002
<i>Variation en pourcentage</i>								
1958-1959	26,6	—	27,2	47,3	16,6	—	14,2	23,6
1959-1960	2,2	—	5,7	-14,5	11,0	—	11,9	-17,7
1960-1961	7,8	—	9,6	-40,0	3,6	—	8,8	-28,7
<i>Six pays d'Europe orientale¹</i>								
Valeur, 1948	1.800*	400*	400*	—	1.900*	400*	400*	—
1950	2.480	795	768	20	2.477	843	755	15
1953	3.842	1.510	1.262	207	3.692	1.462	1.190	180
1955	4.633	1.674	1.329	271	4.425	1.551	1.276	226
1958	5.988	2.204	1.509	463	5.744	2.121	1.490	314
1960	7.609	2.818	2.115	414	7.738	2.950	2.098	363
<i>Variation en pourcentage</i>								
1958-1959	12,8	16,2	22,2	-11,7	19,9	29,6	19,6	23,9
1959-1960	12,7	10,1	14,7	1,2	12,3	7,4	17,7	-6,7
1960-1961	9,0	11,0	15,7	-54,1*	9,0	9,7	13,1	-53,2*

SOURCE : Tableau 10 (dans l'annexe) et *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1954*, chapitre 5.

¹ Non compris l'Albanie.

de redressement de la balance des paiements, a été surmontée grâce à une forte expansion des livraisons soviétiques qui, après avoir reculé de 40 à 35 % du total des importations entre 1953 et 1955, ont progressé de nouveau à 38 %, en 1960.

L'Union soviétique acheteur et fournisseur

L'Union soviétique a un rôle prépondérant dans le commerce extérieur de chaque pays de l'Est européen (voir tableau 2), mais cette prépondérance est encore plus forte si on considère son rôle comme acheteur ou fournisseur de produits spécifiques. Comme acheteur, l'Union soviétique détermine d'une manière décisive l'écoulement d'une part importante de la production de ces pays, ce qui lui permet d'agir sur leur situation économique interne et sur leur balance de paiements et, par la composition de ses achats, sur les rapports entre recettes en devises et coûts de production interne. En tant que fournisseur, ses possibilités sont considérables, non seulement par le volume important de sa production et la variété de ses produits, mais aussi parce qu'elle est un grand centre du commerce de transit, aussi bien entre les pays du marché oriental qu'entre les pays de ce marché et ceux d'Europe occidentale et d'outre-mer.

Le commerce de l'Union soviétique avec ces pays, en machines et équipement, reflète d'une manière fidèle le progrès de la division du travail dans ce domaine sur ses bases traditionnelles, d'une part, et sur les bases de programmes de coopération bilatérale ou multilatérale, d'autre part. L'Union soviétique est le grand acheteur sur le marché de l'Europe orientale pour cette catégorie de produits, pour un total de plus de 1,2 milliard de dollars par an (1960), dont à peu près la moitié proviennent de l'Allemagne orientale, presque un quart de la Tchécoslovaquie et un peu moins de la Hongrie et de la Pologne réunies, laissant à peu près un vingtième pour la Bulgarie et la Roumanie.

Les exportations de ce groupe de produits, de l'Union soviétique vers les autres pays membres du CAEM, s'élèvent à 0,4 milliard de dollars pour la même année, ce qui veut dire que l'Union soviétique reçoit de ces pays un excédent d'importations en machines et équipement de 0,8 milliard de dollars (voir tableau 5). Ainsi, peut-elle exporter, malgré un surplus du total des importations dans cette catégorie, des biens d'investissements pour un total de 0,7 milliard de dollars vers d'autres destinations, et en particulier vers les pays sous-développés.

Bien que les fournitures en machines et équipement en provenance de l'Est européen lui soient encore fort utiles, les temps sont révolus où l'Union soviétique dépendait d'une manière décisive de ces livraisons, à titre de réparations ou à titre commercial, pour la reconstruction de son capital dévasté par la guerre et pour assurer un nouvel essor de son progrès économique. Les besoins de l'Union soviétique sont restreints en ce qui concerne l'équipement industriel en provenance des pays de l'Est européen ; ils sont négligeables pour l'équipement agricole ; les principaux achats soviétiques d'équipement en Europe orientale consistent en acquisition de matériel de transport.

L'Union soviétique accepte, néanmoins, des contingents importants d'équipement industriel pour deux secteurs de haute priorité, à savoir l'industrie métallurgique et

TABLEAU 5.

*Commerce en machines et équipement entre l'Union soviétique
et les pays de l'Est européen en 1960*

Valeurs en millions de dollars

		Origine ou destination par régions et pays						
Total du commerce	Membres du CAEM	Allemagne orientale	Tchécoslovaquie	Hongrie	Pologne	Roumanie	Bulgarie	Albanie
<i>Importations de l'Union soviétique</i>								
Machines motrices	65,2	59,0	23,0	34,6	1,4	—	—	—
Équipement électrotechnique	47,4	33,1	11,4	6,5	1,3	1,2	2,4	10,3
Machines-outils pour le travail des métals	101,2	79,6	44,8	25,3	8,1	1,4	—	—
Équipement pour les industries alimentaires et les industries légères	186,9	50,4	18,6	25,4	4,9	—	—	—
Machines agricoles	211,5	147,1	54,7	43,0	37,2	12,2	—	—
Matériel roulant de chemin de fer	9,6	7,1	0,4	0,9	—	—	5,8	—
Équipement pr transport automobile	214,2	196,1	93,6	40,2	23,2	39,1	—	—
Navires et équipement portuaire	65,6	59,5	0,3	38,3	8,7	—	12,2	—
Appareillage, appareils de laboratoire et médicaux, roulements, instruments, etc.	378,3	276,6	143,5	22,0	21,2	62,3	12,1	15,5
Autres machines et équipement	68,7	51,3	26,1	12,3	11,2	1,7	—	—
Total	1675,2	1208,5	577,3	293,2	144,2	121,0	23,7	49,1
<i>Exportations de l'Union soviétique</i>								
Machines motrices	25,4	5,7	0,6	—	0,6	0,4	1,4	2,2
Équipement électrotechnique	23,7	11,8	0,6	1,7	2,4	1,6	1,8	3,4
Machines-outils pour le travail des métals	19,5	11,0	0,2	2,8	2,2	2,1	1,7	2,0
Équipement pour les industries alimentaires et les industries légères	29,2	11,1	3,1	1,4	1,4	0,8	1,2	1,2
Installations complètes d'usine	12,2	8,7	—	4,6	0,6	1,9	0,3	0,6
Machines agricoles	568,5	108,5	7,1	0,9	13,9	12,5	26,1	35,2
Matériel roulant de chemin de fer	124,9	91,3	5,6	14,1	27,1	10,8	4,0	25,9
Équipement pr transport automobile	8,1	0,8	—	7,2	13,1	8,4	—	0,8
Navires et équipement portuaire	154,1	61,7	7,8	2,4	0,7	1,6	6,4	17,1
Appareillage, appareils de laboratoire et médicaux, roulements, instruments, etc.	11,8	—	—	—	—	—	1,3	1,6
Autres machines et équipement	49,9	28,3	2,8	4,2	2,5	6,4	4,9	6,7
Total	1141,1	414,1	37,4	60,4	70,7	55,1	57,3	108,6
								24,6

SOURCE: *Vnechnitaiia torgovlia soiuza SSSR za 1960 god.*

l'industrie chimique de deux pays partenaires hautement industrialisés, l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie. Elle fait, de plus, des achats importants d'équipement pour les industries légères et alimentaires à ces deux grands exportateurs dans le domaine des machines, et à la Hongrie. Elle constitue également un marché modéré, mais important pour le vendeur, pour l'équipement électrotechnique en provenance de Bulgarie.

Dans la catégorie de l'équipement de transport, l'Union soviétique achète à tous ses partenaires dans le CAEM, d'abord des navires et des bateaux, ou ensuite du matériel roulant de chemin de fer, ou finalement — mais c'est d'une importance tout à fait secondaire — des véhicules à moteur. En ce qui concerne les navires, les bateaux et le matériel roulant de chemin de fer, l'Allemagne orientale est le principal fournisseur, suivie dans ces deux domaines par la Pologne et par la Tchécoslovaquie pour le matériel roulant. Pour les voitures utilitaires et de tourisme, la Tchécoslovaquie est le seul vendeur d'importance.

La spécialisation de l'Union soviétique en tant qu'exportateur de machines et d'équipement, à destination de l'Europe orientale ou de toute autre région, porte sur les unités complètes pour l'installation d'usines entières, sur les machines agricoles, y compris les tracteurs, et sur les voitures automobiles.

En combustibles et en matières premières, l'Union soviétique est le grand fournisseur des pays de l'Est européen dans un cadre de transactions bilatérales négociées directement jusqu'en 1958 et formant actuellement une partie de la coopération à long terme, allant jusqu'à 1965, de l'ensemble des pays membres du CAEM. C'est en partie à cause de ses fournitures que l'Union soviétique, grande puissance industrielle, reste au fond un exportateur de produits primaires, se procurant 77 % de ses recettes en devises de combustibles et de matières premières d'une part et de denrées alimentaires d'autre part (64 % et 13 % respectivement) et 23 % seulement de produits finis (1960).

Elle est le fournisseur principal en matières premières sidérurgiques, en produits sidérurgiques et en métaux non ferreux des pays de l'Est européen dont la sidérurgie dépend presque entièrement de ses matériaux et qui reçoivent un apport important en métaux pour leurs industries mécaniques. Sur un total d'exportations de 0,9 milliard de dollars pour cette catégorie de produits, l'Union soviétique dirige plus des trois quarts à destination des pays de cette région: 98 % du total exporté par elle pour le minerai de fer, 80 % pour le coke, 76 % pour les métaux ferreux laminés et 52 % pour la fonte. Avec le renforcement de sa production pétrolière, elle livre, sur un total exporté de 33 millions de tonnes de pétrole brut et de produits raffinés, 9 millions de tonnes à ces pays, et aussi 7 millions de tonnes de charbon sur un total de 12 millions de tonnes. Elle leur procure aussi 300.000 t. de coton et 18.000 t. de laine, ainsi que d'importants contingents de caoutchouc et de phosphates, et des contingents plus importants encore de sciages (voir tableau 6)¹.

¹ Les réexportations (dont on ne publie pas les statistiques en Union soviétique) ont dû constituer une part des fournitures soviétiques à destination de ces pays, en ce qui concerne certaines catégories de marchandises telles que les métaux non ferreux et les fibres textiles; on trouvera ci-après des statistiques du commerce de ces produits qui peuvent appuyer cette constatation (tableau de la note p. 91).:

TABLEAU 6.

Commerce en combustibles et matières premières entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen en 1960

Valeurs en millions de dollars et quantités en milliers de tonnes

	Produc-tion Quantités	Total du commerce		Destination par région et pays							
		Valeur	Quantités	Membres du CAEM	Alle-magne ori-en-tale	Tchéco-slo-vaque	Polo-gne	Hon-grie	Rou-manie	Bul-garie	Alba-nie
<i>Exportations de l'Union soviétique</i>											
Charbon	1	513.200	177,71	12.315	7.251	5.066	1.054	794	204	133	—
Pétrole brut	..	147.900	275,70	17.825	6.239	1.780	2.355	711	1.393	—	—
Produits pétroliers	..	382.22	15.393	2.894	398	278	1.334	56	1	821	6
Mineraux de fer	..	106.000	175,04	15.182	14.841	2.003	5.066	5.238	1.683	851	—
Coke	64,37	2.646	2.130	1.026	—	—	594	407	103
Fonte	..	46.800	103,89	1.801	927	664	136	—	35	4	88
Métaux ferreux laminés	..	51.000	413,85	2.728	2.081	1.210	22	54	70	499	214
Cuivre	44,19	64,4	64,3	24,2	23,2	5,3	5,2	6,4	12
Zinc	21,93	90,4	36,0	23,8	12,2	—	—	—	—
Plomb	16,99	69,8	46,3	24,8	11,8	3,5	6,2	—	—
Etain	24,57	11,5	3,1	—	1,2	1,1	0,3	0,3	—
Aluminium	35,12	58,0	49,0	33,9	3,9	4,7	—	5,7	0,8
Phosphates	31,59	1.806	1.208	448	182	253	134	89	102
Caoutchouc	32,69	49,0	46,6	13,4	14,3	2,5	2,7	6,0	7,5
Sciages ²	..	105.600	182,81	4.980	1.426	729	177	—	367	—	153
Cellulose	25,10	244	52,6	25,0	—	—	13,4	—	—
Coton	288,66	391	301	86,3	49,6	76,8	38,7	31,1	14,2
Laine	36,90	18,0	15,3	9,6	5,3	—	—	18,0	0,6
										0,4	—

SOURCES: *Narodnoye khoziaistvo SSSR v 1960 godu; Vneshniaia torgovlia sovetskogo SSSR za 1960 god.*

¹ Tonne pour tonne.

² Quantités en milliers de mètres cubes.

Pour les pays de l'Est européen, ces fournitures sont d'une importance vitale. La sidérurgie de tous ces pays est alimentée, au fond, par les minéraux soviétiques, exception faite de la Bulgarie qui n'a pas encore développé sa métallurgie ferreuse ; le coke soviétique a une place considérable dans le total des fournitures à la Roumanie et la Hongrie ; l'industrie mécanique de l'Allemagne orientale dépend de plus en plus des métaux ferreux laminés importés de ce pays, qui restent essentiels pour l'industrie mécanique de la Bulgarie. La marche de l'industrie cotonnière de l'Est européen dépend en grande partie des livraisons soviétiques ainsi que les industries d'engrais phosphatiques et les industries du caoutchouc de certains pays. Le rôle des importations pétrolières s'accorde continuellement pour tous les pays (excepté pour la Roumanie, productrice elle-même, et la Pologne, pays riche en charbon et exploitant avec un coût de production bas) parce que l'expansion industrielle de l'Est européen, comme celle de l'Ouest européen, doit se baser de plus en plus sur un pétrole bon marché et non sur un charbon coûteux.

Pour illustrer ces faits, on trouvera dans le tableau qui suit le pourcentage des livraisons soviétiques dans le total des importations de certains produits. Dans beaucoup de cas, il s'agit, on le voit, de la presque totalité des fournitures.

Les relations avec l'Union soviétique dans l'ensemble des relations économiques des pays de l'Est européen

La politique économique internationale de l'Union soviétique a amené une évolution importante de l'économie pour l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est, qui influence leur position économique par rapport à l'Union soviétique, à l'Europe occidentale et aux pays d'outre-mer, et qui se reflète d'une manière aiguë dans les changements structurels de leur commerce extérieur (voir tableau 8). Le développement des industries mécaniques, sous l'influence de la politique économique de l'Union soviétique en général et de sa politique commerciale en particulier, a renforcé leur dépendance mutuelle et a créé des possibilités de commerce, aussi bien avec l'Europe industrialisée, qu'avec les pays sous-développés d'outre-mer. L'industrialisation progressive a augmenté leur dépendance des sources extérieures de combustibles et de matières premières et, dans le cas particulier, envers l'Union soviétique. La politique du développement agricole continu a eu comme conséquence un affaiblissement relatif du potentiel agricole et a causé une diminution de la part de ces produits dans l'exportation, en même temps

Suite de la note p. 89

Milliers de tonnes	Total des importations soviétiques	Total des exportations soviétiques	Exportations soviétiques à destination des pays membres du CAEM
Cuivre	106	64,4	64,3
Zinc	60,9	90,4	36,0
Plomb	39,7	69,8	46,3
Etain	17,8	11,5	3,1
Coton	193	391	301
Laine	61,5	18,0	15,3

TABLEAU 7.

Livrailles de combustibles et de matières premières de l'Union soviétique aux pays de l'Est européen en 1960

Importations d'origine soviétique
en pourcentage du total des importations des pays indiqués

	Alle-magne orientale	Tchéco-slovaquie	Pologne	Hongrie	Roumanie	Bulgarie
Charbon ¹	63	43	59 ²	14	32 ²	—
Pétrole brut	92	100	100	96	—	—
Produits pétroliers . .	..	..	75	55	..	84
Mineraï de fer	100	70	75	89	92	—
Coke	41	—	—	55	62	35
Fonte	94	68	—	..	..	75
Métaux ferreux lami-nés	79	..	12	19	59	48
Cuivre . . . . .	..	..	25	28	..	—
Etain	—	..	85	31	..	..
Aluminium. . . . .	..	..	34	—	..	..
Phosphates . . . . .	..	57	18 ³	71	100	79 ³
Caoutchouc	58	..	32 ⁴	15	32	59
Sciages	85	..	—	62	—	..
Cellulose	46	27	—	30	—	69
Coton	80	49	60	65	61	59
Laine	50	20	—	—	—	28

SOURCES: Tableau 6; *Statistisches Jahrbuch der DDR*, 1960/1961; *Anuarul statistic al RPR*, 1961; et autres sources nationales.

¹ A l'exclusion du lignite et du « charbon brun ».

² Fines à coke.

³ Y compris autres engrains.

⁴ Caoutchouc synthétique seulement.

qu'une augmentation de leur part dans les importations. La faible priorité accordée aux industries de consommation se manifeste par une proportion faible de ces produits dans l'ensemble de leur commerce, bien que dernièrement l'Union soviétique soit devenue un acheteur important de ces produits.

Dans cette coopération qui est multilatérale dans les étapes de sa planification mais bilatérale dans les étapes de son exécution, et qui, par conséquence, cède des avantages au partenaire qui demande moins et peut donc restreindre son offre, l'Union soviétique est dans une position exceptionnelle. Les objectifs prioritaires de ses plans d'investissement et de production, la métallurgie et les industries mécaniques dans les années suivant 1950 et les industries chimiques dans la période actuelle, sont devenus les objectifs prioritaires de chacun des pays de la région. Mais elle peut, en plus, offrir un vaste choix de produits vitaux en quantités voulues à chacun de ses partenaires,

TABLEAU 8.

*Composition par marchandises des exportations et des importations de l'Europe de l'Est
et de l'Union soviétique en 1950 et 1960*

	Toutes marchandises		Machines et outillage		Combustibles et matières premières		Denrées alimentaires, traitées ou non		Biens de consommation manufacturés	
	1950	1960	1950	1960	1950	1960	1950	1960	1950	1960
<i>Exportations</i> <i>(en millions de dollars)</i>										
Allemagne orientale	406	2191	113	1060	214	725	28	77	51	329
Tchécoslovaquie	779	1929	206	870	276	564	100	102	197	393
Pologne	634	1326	45	372	431	581	101	239	57	134
Hongrie.	329	874	74	332	61	206	129	180	65	156
Roumanie	212	717	9	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie.	124	572	—	74	63	172	56	223	5	103
Union soviétique	1795	5562	215	1140	1149	3537	.. ¹	729	.. ¹	156
<i>En pourcentage du total des exportations</i>										
Allemagne orientale	100,0	100,0	28,0	48,4	52,7	33,1	6,8	3,5	12,5	15,0
Tchécoslovaquie	100,0	100,0	26,5	45,1	35,4	29,2	12,8	5,3	25,3	20,4
Pologne	100,0	100,0	7,0	28,1	68,0	43,8	16,0	18,0	9,0	10,1
Hongrie.	100,0	100,0	22,5	38,0	18,4	23,6	39,3	20,6	19,8	17,8
Roumanie	100,0	100,0	4,3	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie.	100,0	100,0	—	13,0	51,0	30,0	45,0	39,0	4,0	18,0
Union soviétique	100,0	100,0	12,0	20,5	64,0	63,6	.. ¹	13,1	.. ¹	2,8
<i>Importations</i> <i>(en millions de dollars)</i>										
Allemagne orientale	470	2170	26	267	267	1272	160	514	17	117
Tchécoslovaquie	639	1816	71	394	390	963	161	398	17	61
Pologne	668	1495	207	405	368	770	60	239	33	81
Hongrie.	316	976	66	271	228	575	11	81	11	49
Roumanie	243	648	90	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie.	141	633	51	272	79	285	4	44	7	32
Union soviétique	1456	5629	306	1678	786	1723	.. ²	1261	.. ²	968
<i>En pourcentage du total des importations</i>										
Allemagne orientale	100,0	100,0	5,5	12,3	56,7	58,6	34,1	23,7	3,7	5,4
Tchécoslovaquie	100,0	100,0	11,1	21,7	61,0	53,0	25,2	22,0	2,7	3,3
Pologne	100,0	100,0	31,0	27,1	55,0	51,5	9,0	16,0	5,0	5,4
Hongrie.	100,0	100,0	20,8	27,8	72,1	58,9	3,6	8,3	3,5	5,0
Roumanie	100,0	100,0	37,1	..	..	..	..	..	..	..
Bulgarie.	100,0	100,0	36,0	42,9	56,0	45,0	3,0	7,0	5,0	5,1
Union soviétique	100,0	100,0	21,0	29,8	54,0	30,6	.. ²	22,4	.. ²	17,2

SOURCES: Annuaires et bulletins statistiques; *Der Aussenhandel*, n° 415, vol. 12, 28 février 1962, p. 14-15; *Bulletin économique pour l'Europe*, n° 1, vol. 11, 1959, p. 46; *Vneshnaia Torgovlia*, n° 12, 1961, p. 4.

¹ Pour le total de ces deux catégories, 431 millions de dollars, ou 24 %.

² Pour le total de ces deux catégories, 364 millions de dollars, ou 25 %.

et restreindre sa demande sans difficulté parce qu'elle a ses immenses ressources naturelles en combustibles et en matières premières, à peu d'exceptions près, suffisamment mises en valeur, et l'immensité de son empire permet une spécialisation pour chaque produit des industries mécaniques qui, ensemble avec les possibilités alternatives de son commerce, la rend indépendante des livraisons de ses partenaires, même les plus avancés.

La situation des autres pays de l'Est européen a évolué dans ce vaste cadre d'une manière extrêmement différente dans chaque cas individuel. Le renforcement des liens économiques avec l'Union soviétique a été la règle générale, mais il y a une différenciation dans la dépendance internationale de chacun de ces pays, selon leur grandeur, leurs richesses en ressources naturelles, leur stade de développement industriel, le succès ou l'échec de leur politique agricole, etc. La Pologne et la Roumanie sont favorisées par leurs richesses en matières énergétiques et autres qui peuvent assurer le maintien de leur expansion industrielle, un développement d'un niveau déjà considérablement élevé en Pologne mais d'un degré moins avancé en Roumanie. En Tchécoslovaquie, la richesse en ressources naturelles commence à être dépassée par le haut degré d'industrialisation qui rend ce pays plus vulnérable aux situations de pénurie d'énergie, de matières premières ou de denrées alimentaires.

L'Allemagne orientale, un pays également déficitaire au point de vue agricole, et la Hongrie, d'autre part, dépendent désespérément depuis des années des importations de combustibles, de métaux, de minéraux et d'autres matières premières pour le soutien de leur expansion industrielle; toute restriction de fournitures ou le coût excessif de production ou d'importation ont des répercussions immédiates et durables sur les industries en question, aussi bien que sur l'économie dans son ensemble. En Bulgarie, la base d'approvisionnement en énergie et en matières premières est faible aussi; mais cette faiblesse ne produit pas jusqu'à présent les mêmes effets, à cause du degré relativement faible du développement industriel¹.

Mais tous les pays de l'Est européen dépendent, dans l'organisation actuelle, d'une part, des fournitures de l'Union soviétique en combustibles et en matières premières et, d'autre part, des achats, par ce même pays, de machines et d'équipement et de biens de consommation manufacturés ou autres. Les pays hautement industrialisés, comme l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie, dépendent, en plus, des fournitures de denrées alimentaires, tandis que les pays en voie de développement, la Roumanie et la Bulgarie en particulier, des livraisons de matériel d'équipement.

Les perspectives pour 1965 : coopération dans le domaine de la production et du commerce extérieur

Les relations économiques entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen, de même que les relations entre ces pays eux-mêmes, sont solidement établies au moyen d'une série de décisions communes portant sur la production et le commerce des partenaires pour un certain nombre d'années, d'une série de plans nationaux, septennaux

¹ Pour une analyse systématique du rôle du commerce extérieur dans l'économie intérieure de chaque pays de l'Est européen, pris individuellement, et de l'Union soviétique, voir *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 11, n° 1, juin 1959, p. 52-63.

ou quiquennaux, et d'une série correspondante d'accords commerciaux se terminant en 1965. C'est un système complet de plans de production, d'investissement et de consommation, d'exportations, d'importations et d'accords commerciaux à long terme, qui relie les pays membres du Conseil d'aide économique mutuelle et, particulièrement, l'Union soviétique avec chacun des pays de l'Est européen.

La liste des produits au sujet desquels on sait qu'il existe des accords prévoyant une coordination de plans de production à long terme et des échanges commerciaux mutuels pour des périodes allant généralement jusqu'en 1965 comprend une grande variété de machines et de matériel, des combustibles et des matières premières, des denrées alimentaires et même des biens de consommation manufacturés, comme on peut le constater dans le tableau suivant qui, d'ailleurs ne donne que des renseignements partiels¹.

Index des livraisons intrarégionales en 1965
1958 = 100

<i>Machines et outillage</i>	222	<i>Combustibles et matières premières</i>	. 139	<i>Denrées alimentaires traitées ou non</i>	. 108
Equipement pour la production d'énergie électrique	181	Pétrole brut	432	Céréales	81
Machines-outils à tailler les métaux	240	Mineraï de fer	207	Graines oléagineuses	167
Equipement minier	198	Fines à coke	228	Sucre	179
Equipement pour la métallurgie .	253	Fonte	278	Viande et produits à base de viande	99
Equipement pour le raffinage du pétrole	200	Acier laminé	164	Beurre	70
Equipement pour l'industrie chimique	690	Cuivre	184	Légumes frais . .	195
Installations complètes d'usines .	195	Zinc	163	Légumes en conserve	162
Matériel roulant de chemin de fer .	224	Aluminium	208	Fruits frais	232
Camions	175	Engrais phosphatés .	184	Fruits en conserve	151
Autobus et autocars	170	Cellulose	262		
Tracteurs	304				
				<i>Biens de consommation manufacturés.</i>	170

SOURCE: *Vnechna trgovia*, n° 7, Sofia, 1961.

¹ Des accords internationaux analogues réglementent, de plus, la production et le commerce des produits suivants: machines motrices, matériel de télécommunications et machines agricoles dans le groupe d'équipement, énergie électrique, gaz naturel, coke métallurgique, produits pétroliers, minérais divers, nickel, soude caustique, matières plastiques de base, fibres synthétiques et autres fibres artificielles, coton et laine dans le groupe des matières premières, par exemple, des appareillages en métal dans le groupe des biens de consommation manufacturés, etc.

Les plans de production des produits à fournir et les plans pour les investissements nécessaires font partie des plans à long terme de chaque pays exportateur, y compris naturellement le plan septennal de l'Union soviétique ; les produits livrés apparaissent, comme disponibilités, dans les plans des pays importateurs. Les listes d'ensemble des livraisons mutuelles, avec spécification des quantités, sont des éléments des accords commerciaux à long terme respectifs. En relation entre l'Union soviétique et les autres pays membres du CAEM, ce sont des accords valables ordinairement pour la période 1961-1965, qui prévoient un volume total de transactions généralement considérable et augmentant d'année en année. L'accord commercial pour les années 1961 à 1965 entre l'Union soviétique et l'Allemagne orientale, par exemple, est l'accord commercial le plus important qui existe dans le monde, du point de vue du chiffre d'affaires envisagé.

*Répartition des exportations intrarégionales entre l'Union soviétique
et les autres pays membres du CAEM¹*

	1958	1960	1965	1965	
	Millions de dollars			1958 = 100	1960 = 100
En provenance de l'Union soviétique à destination des six autres pays membres . . .	2320	3120	3800	164	122
Commerce mutuel des six pays membres autres que l'Union soviétique	1509	2115	2900	192	137
En provenance des six pays membres à destination des l'Union soviétique.	2204	2818	3800	172	135
Total des exportations intrarégionales	6033	8053	10500	174	130

SOURCES: Tableau 4, ci-dessus et *Vnechna trgovia*, n° 7, Sofia, 1961.
¹ Non compris l'Albanie.

D'après ces plans et ces accords commerciaux à long terme, l'Union soviétique continuera à jouer son rôle de partenaire majeur pour cette coopération, principalement, comme à présent, comme grand fournisseur de combustibles et de matières premières et comme grand acheteur de machines et d'outillage¹. Sa part sera de 80 % en 1965 des

¹ On trouve un rapport et une analyse systématique des plans à long terme allant jusqu'en 1965 de l'Union soviétique et des pays de l'Est européen, y compris un examen des plans du commerce extérieur, des programmes de coopération et des accords commerciaux dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1959*, chap. III. Des renseignements supplémentaires sont donnés dans l'*Etude pour 1960*, chap. II, section 5, et chap. VI, p. 16 et 17, dans l'*Etude*

fournitures régionales de la catégorie des combustibles et des matières premières. De plus, quand on parle des perspectives de la coopération au sein du CAEM dans le domaine du pétrole, des minerais de fer, de la fonte, des métaux non ferreux, des phosphates, du coton et autres, on continue au fond à parler d'une coopération jouant principalement entre l'Union soviétique comme fournisseur et les autres pays comme acheteurs. La part des livraisons régionales de machines et d'outillage acceptée comme importation par l'Union soviétique baissera de 51 % en 1958 à 43 % en 1965. L'augmentation des recettes nettes des partenaires dans les transactions avec l'Union soviétique relatives à cette catégorie de marchandises ne sera donc que de 0,5 milliard de dollars par rapport à 1958 et de 0,3 milliard de dollars par rapport à 1960 et cela les obligera à augmenter, entre 1960 et 1965, leurs livraisons d'ensemble des autres catégories de marchandises, matières premières, biens de consommation manufacturés ou même denrées alimentaires, au même rythme que celles des machines.

*Commerce de l'Union soviétique en machines et outillage
avec les autres pays membres du CAEM¹*

	1958	1960	1965	1965	
	Millions de dollars			1958 = 100	1960 = 100
Importations de l'Union soviétique en provenance d'autres pays membres	862	1209	1642	190	136
Exportations de l'Union soviétique à destination d'autres pays membres	248	414	546	220	132
Déficit commercial soviétique en machines et outillage (—)	—614	—795	—1096	179	138

SOURCES : *Vnechniaïa torgovlia*, vol. 39, n° 12, décembre 1959, p. 14 et 15, *Vnechniaïa torgovlia SSSR za 1958 god* et tableau 6, ci-dessus.
¹ Y compris l'Albanie.

L'augmentation prévue par les plans et par les accords relatifs à l'expansion commerciale entre l'Union soviétique et l'Est européen qui est de 64 % pour 1965, par rapport à 1958, pour les exportations, vue du côté soviétique, et de 72 % pour les importations, vue du même côté, est en train de se réaliser à un rythme accéléré : les exportations soviétiques vers ces pays ont augmenté à un taux annuel de 16 % entre

pour 1961, chap. II, sections 3 c) et 5, dans le *Bulletin*, vol. 11, n° 1, section 2, et le *Bulletin*, vol. 13, n° 2, p. 8 et 110 à 113. Ces sources donnent, en plus, certains renseignements sur la coopération dans les domaines tels que la spécialisation par types de produits et l'assistance technique.

1958 et 1960 et les importations soviétiques de 13 %, ce qui veut dire que le taux annuel d'expansion devrait se réduire pour les années suivantes, sauf si une révision ultérieure des objectifs venait à se réaliser, à 4 % pour les exportations soviétiques et à 6 % pour les importations. Du fait de cette évolution qui a continué en 1961, mais à un rythme ralenti, l'augmentation par année de 5 % seulement, prévue pour les livraisons intrarégionales, pour la plupart soviétiques, de combustibles et de matières premières entre 1958 et 1965 doit apparaître comme insuffisante.

Les problèmes des prix, des paiements et des crédits

Parallèlement à l'introduction de la coopération multilatérale à long terme par produits, pour la production et le commerce dans la région du CAEM, des changements importants sont intervenus en ce qui concerne la fixation des prix d'exportation et d'importation, l'établissement des taux de change des monnaies et les paiements internationaux. Ces changements ont exercé une influence certaine sur les positions relatives de l'Union soviétique et des pays de l'Est européen dans leurs relations économiques.

La solution adoptée dans le domaine des prix d'exportation ou d'importation consiste en l'application de ceux du marché capitaliste international qui, depuis 1957, ont remplacé systématiquement et d'une manière généralisée les prix fixés arbitrairement et inopinément pendant les années précédentes¹. Les prix du marché capitaliste international, même après correction des fluctuations à court terme de ces prix, après élimination des influences spéculatives sur ce marché et des différences de coût des transports, ne sont pas appliqués comme « prix économiques » du marché du Conseil d'aide économique mutuelle, mais comme ceux qui peuvent être acceptées en tant que prix « justes » de part et d'autre.

Mais il y a des différences importantes dans les proportions entre les facteurs de production, voir les coûts réels de production, et les conditions de la demande entre le marché capitaliste international et le marché international du CAEM, en raison du caractère limité et partiel des rapports commerciaux entre les deux marchés. Cela rend possibles de considérables divergences entre, d'une part, les prix économiques dans le marché capitaliste international et, d'autre part, ceux du marché socialiste international : ces prix peuvent, dans un cas ou dans l'autre, être plus élevés ou, au contraire, plus bas, selon la richesse ou la pauvreté en capitaux, selon l'abondance ou la pénurie en matières premières, selon le niveau élevé ou bas des salaires, la longueur des transports, etc.

De plus, sur le marché du Conseil d'aide économique mutuelle, il n'y a pas de relation systématique entre les prix internationaux d'une part, et les coûts de production interne d'autre part. L'Aide économique mutuelle est la loi suprême régissant ce marché et, pour cette raison, certaines fournitures de machines et d'équipement, de combustibles, de matières premières et autres produits, peuvent être demandées au nom de cette aide

¹ Pour un compte rendu détaillé des arrangements concernant les prix du commerce extérieur de l'Union soviétique et des pays de l'Est européen, avant et après 1957, de même que sur l'Expérience dans ce domaine, voir *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1957*, chap. VI, p. 29 à 33, et *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 11, no 1, juin 1959, p. 77 à 80.

mutuelle, ou encore, plus simplement, à cause du manque d'autres possibilités de livraisons en relations bilatérales, indépendamment du niveau élevé, surélevé ou même exorbitant du coût de production interne.

Un certain rapprochement s'observe néanmoins, sur le marché du CAEM, entre prix d'exportation et prix d'importation, d'une part, et prix et coûts de production interne, d'autre part ; ce rapprochement s'opère en plusieurs étapes, dont les plus importantes sont l'introduction de calculs du rendement économique dans le commerce extérieur de divers pays¹ et l'établissement d'un nouveau taux de change du rouble en Union soviétique. Le changement du taux d'échange du rouble en date du 1^{er} janvier 1961, conjointement avec la réforme préalable des prix internes, équivaut en effet à l'application du principe de la comparaison du pouvoir d'achat des prix de producteurs en Union soviétique exprimé en pouvoir d'achat aux prix du marché mondial². Ce changement effectué en Union soviétique, de même que les résultats des calculs du rendement économique du commerce extérieur dans d'autres pays, n'ont naturellement aucune influence directe sur les décisions relatives à une transaction quelconque d'exportation ou d'importation ; mais ils permettent, soit aux planificateurs, soit à l'entreprise, lorsque les décisions concernant le commerce extérieur sont décentralisées, de tirer avantage, dans les transactions commerciales, des différences qu'il y aurait entre les prix mondiaux et les prix intérieurs, autrement dit, d'exporter ce dont la production coûte peu au pays et d'importer au contraire les produits dont les coûts de production intérieurs sont élevés.

D'autre part, d'importants changements ont été réalisés dans le domaine des paiements internationaux, d'abord sous la forme d'un assouplissement de la rigidité du balancement bilatéral, ensuite par une « multilatéralisation » restreinte des règlements.

De sévères limitations des excédents en compensation bilatérale ont été formellement levées dès le commencement de 1959 ; cette mesure a pour effet une expansion véritablement spectaculaire du commerce bilatéral dans ces relations.

Un changement modeste tendant à un système multilatéral des paiements intrarégionaux s'est effectué lors de l'introduction du nouveau rouble. Le nouveau rouble est devenu l'unité de paiement international pour tous les comptes de compensation commerciale entre l'Union soviétique et les pays membres du CAEM, de même que pour toutes les relations entre ces pays mêmes, et, en outre, pour les paiements non commerciaux et pour les transactions de crédit. Au moyen de cette unité de paiement, des arrangements ont été conclus relativement à des compensations triangulaires d'avoirs sur des comptes bilatéraux, mais cela à condition qu'il y ait accord du pays débiteur et du pays tiers et un système de compensation multilatérale établi, mais toujours à condition qu'il y ait consentement du pays débiteur³.

¹ Pour une description de ce genre de calculs et un commentaire à leur sujet, voir *Bulletin économique pour l'Europe*, vol. 11, n° 1, juin 1959, p. 80 à 84.

² Voir *Pravda*, 6 mai et 15 novembre 1960, et un commentaire de M. V. Garbuzov, ministre des Finances de l'Union soviétique, dans le deuxième de ces numéros.

³ F. BYSTROV : *Vneshniaia torgovlia*, vol. 41, n° 4, avril 1961, p. 3 à 9, « Roubli v mejdounarodnykh rastchotakh » (Le rouble dans les règlements internationaux).

Changeant radicalement son attitude de la période précédente, l'Union soviétique (comme certains autres pays) a accordé des crédits de secours importants dès 1956 à plusieurs partenaires en difficulté avec leur balance des paiements, ainsi que des crédits d'investissement devant assurer le développement des productions d'intérêt commun et remboursables par des livraisons de produits obtenus au moyen de ces investissements¹. Ces crédits ont eu également une influence favorable sur le développement du commerce dans la région, sans que le crédit international, pour autant, soit devenu un instrument systématique permettant d'assurer le mouvement des capitaux vers les pays relativement pauvres de la région, mais avantagés relativement à certaines productions.

Les perspectives après le XXIIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique

Le problème fondamental des relations économiques internationales et des relations internationales tout court, entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen, est sensiblement le même qu'il y a dix-huit ans, alors que l'Union soviétique, sortie de son isolement, venait d'instaurer son influence dans cette région. C'est dire que la question reste posée : l'Union soviétique usera-t-elle de cette influence avec modération, dans un esprit de coopération internationale, ou exercera-t-elle, au contraire, son pouvoir, du fait de sa prépondérance économique et politique, pour maintenir, sous son égide un groupement économique régional, qui aurait des liens restreints avec d'autres groupements et d'autres régions ?

C'est un problème qui ne concerne pas seulement l'Union soviétique et les pays de l'Est européen, mais aussi l'Europe de l'Ouest, et en somme le monde entier. Le groupement économique du CAEM, avec l'Union soviétique comme puissance économique principale, constitue un groupement très important de l'économie mondiale, bien que ses activités productives soient plus considérables que ses activités commerciales, à cause de la faiblesse relative de son organisation dans le domaine du commerce et des paiements, et donc de son fonctionnement, en comparaison avec celle de son appareil productif.

Mais les impulsions créées par une expansion soutenue des investissements et de la production, comme en témoigne leur évolution pendant les années 1950 et suivantes, sont plus fortes, à quelques exceptions près, que les entraves au commerce, si bien que la dynamique du commerce du CAEM s'est montrée, dans les années 1958 à 1961, du même ordre que celle de la CEE, pour laquelle ces années ont été sans aucun doute une période glorieuse ; pendant ces trois années, le total des exportations du groupement CAEM, bien que toujours relativement bas par habitant, est monté de 39 %, et le total des ses importations de 40 % ; pour le groupement CEE, l'augmentation a été de 43 % des deux côtés ; de plus, un fait d'une importance certaine est que la croissance

¹ Des listes complètes de ces crédits, jusqu'à la fin de 1958, se trouvent dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1957*, chap. VI, p. 59 à 61, et dans le *Bulletin*, vol. 11, n° 1, juin 1959, p. 72. Pour les renseignements ultérieurs, voir BYSTROV : *Vnechniaia torgovlia*, vol. 41, n° 9, p. 39, « Mejdounarodnyé kréditnyé otnochénia SSSR » (Position du crédit international de l'Union soviétique).

du commerce entre les deux groupements a été, pendant ces mêmes années, et malgré une nette divergence dans leurs politiques économiques internationales respectives, de 47 % pour les exportations, vues du côté CAEM, et de 75 % pour les importations, vues du même côté, ce dernier taux étant le taux de croissance le plus élevé enregistré par chacun des deux groupements dans ses relations régionales (voir tableau 9).

Pour le commerce intrarégional des pays membres du CAEM — par rapport au commerce total de l'Union soviétique, il s'agit d'une fraction en diminution au cours des années 1955-1960, tandis que, par rapport au commerce total des autres pays, il s'agit d'une fraction à peu près constante — aucun changement d'importance n'est à prévoir avant l'échéance décisive de 1965 ; une continuation selon les arrangements en vigueur est attendue également de la coopération qui est à la base de ce commerce. En effet, tout est convenu, planifié et réglé dans cette coopération jusqu'en 1965, en ce qui concerne la production et le commerce par produit, selon les résolutions du Conseil, selon les plans nationaux des pays membres et les accords commerciaux, toujours bilatéraux, entre ces pays. Le système des arrangements en vigueur du CAEM doit donc jouer efficacement son rôle pendant une période de sept ou cinq ans, pour des raisons manifestes : sa complexité et les liens d'interdépendance inextricables font que tout changement présenterait plus d'inconvénients que d'avantages dans la plupart des cas.

Après l'échéance décisive de 1965, le système va continuer à opérer, selon toute probabilité, dans le même cadre régional, à en juger d'après le programme économique et politique du XXII^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique pour les années à venir jusqu'en 1980¹, malgré les critiques formulées par ce programme sur cette coopération et malgré les possibilités de changement qu'il ne veut pas exclure.

L'importance de cette expérience de coopération économique entre l'Union soviétique et les pays de l'Est européen est donc primordiale, et tout particulièrement celle des cinq dernières années², pour le présent, de même que pour les années à venir.

¹ Les passages les plus importants de ce programme relatif à la coopération économique entre pays de ce système sont les suivants (voir *Pravda*, 19 octobre 1961) :

« Tous les pays socialistes contribuent à la construction et à l'évolution du système socialiste mondial et à la consolidation de son pouvoir. L'existence même de l'Union soviétique facilite et accélère la construction du socialisme dans les démocraties populaires... »

» La coopération des pays socialistes donne la possibilité à chaque pays d'utiliser ses ressources et de développer pleinement ses forces productives de la manière la plus rationnelle.

» Un type nouveau de division internationale du travail prend forme dans la coopération économique, scientifique et technique des pays socialistes, dans la coordination de leurs plans économiques, dans la spécialisation et la coopération dans le domaine de la production... »

» L'expérience des peuples dans la communauté socialiste mondiale a prouvé que leur unité et leur coopération fraternelles sont en accord avec l'intérêt national suprême de chaque pays... »

» Le système socialiste doit tenir compte de certaines difficultés dont l'origine est le niveau moyen ou bas, au point de vue du développement économique, auquel la plupart de ces pays se trouvaient dans le passé, et aussi le fait que la réaction mondiale fait son possible pour empêcher la construction du socialisme. »

² Pour un bilan intérimaire de l'expérience avant les changements survenus dans les méthodes de cette coopération, par produits, dans la fixation des prix d'exportation et d'importation et dans le domaine des paiements, voir « L'économie soviétique et ses rapports avec les démocraties populaires » (un texte de cet auteur) dans *L'économie soviétique en 1957, Exposés faits à la semaine d'étude sur l'économie soviétique (21-25 octobre 1957)* du Centre d'étude des pays de l'Est de l'Université libre de Bruxelles, 1958, p. 155 et 156.

TABLEAU 9.

Evolution des échanges de l'Europe par régions

Valeurs en millions de dollars et variations en pourcentage
calculées d'après les prix à l'exportation

Exportations en provenance de:	Importations effectuées par:					
	CAEM	CEE	AELE	Autres pays de l'Europe occidentale	Tous les pays de l'Europe	Monde entier
<i>CAEM: Valeur 1960</i>	8.100	930	870	520	10.420	12.970
Variation en pourcentage:						
1957-1958.	2	11	-5	-6	2	5
1958-1959.	22	17	24	-4	20	19
1959-1960.	10	13	13	11	10	8
1960-1961.	9	11	8	-8	9	8
<i>CEE: Valeur 1960</i>	990	10.210	6.470	1.440	18.545	29.730
Variation en pourcentage:						
1957-1958.	7	-4	0	3	-2	1
1958-1959.	15	19	9	6	14	11
1959-1960.	39	25	19	24	24	18
1960-1961.	11	16	10	18	14	9
<i>AELE: Valeur 1960</i>	650	4.310	3.460	1.120	9.540	18.190
Variation en pourcentage:						
1957-1958.	-10	-5	-4	3	-4	-3
1958-1959.	24	8	7	4	8	6
1959-1960.	16	13	16	15	14	9
1960-1961.	17	12	9	22	13	5
<i>Autres pays de l'Europe occidentale</i>						
Valeur 1960	480	910	1.040	200	2.630	3.290
Variation en pourcentage:						
1957-1958.	-4	-1	-	-29	-2	-3
1958-1959.	2	7	4	-	5	8
1959-1960.	9	23	25	150	26	18
1960-1961.	-6	5	7	30	4	4
<i>Tous les pays d'Europe:</i>						
Valeur 1960	10.220	16.360	11.840	3.280	41.700	64.180
Variation en pourcentage:						
1957-1958.	1	-4	-2	-	-2	-
1958-1959.	20	15	9	3	14	11
1959-1960.	12	21	18	22	18	13
1960-1961.	9	13	9	12	11	7
<i>Monde entier: Valeur 1960</i>	12.870	27.500	21.180	4.440	65.990	127.330
Variation en pourcentage:						
1957-1958.	4	-7	-4	-1	-4	-4
1958-1959.	20	9	8	1	10	7
1959-1960.	10	20	16	16	16	11
1960-1961.	6	9	2	15	7	4

SOURCES: *Bulletin mensuel de statistique*, Nations Unies, n° 3, vol. XVI, 1962, p. XVIII-XIX et 88-91 et no. 6, vol. XVI, 1962, p. XVI-XVII; statistiques nationales, *Bulletins statistiques, Commerce extérieur, Série A*, OCDE, *Statistique mensuelle, Commerce extérieur*, Office statistique des Communautés européennes.

Ses conséquences peuvent se résumer de la manière suivante : cette coopération a démontré son efficacité par l'expansion de la production et du commerce des participants ; elle a été favorisée par les arrangements appropriés pris pour la coordination à longue échéance par produit de la production et des échanges internationaux ; mais elle a été désavantagée par les entraves résultant de la nature temporaire et partielle des solutions adoptées dans le domaine des prix et des paiements. Plus précisément, on peut faire les observations suivantes :

1. La coordination multilatérale à long terme de la production et du commerce par produit qui s'harmonise parfaitement avec le système actuel de planification peut assurer des avantages considérables à l'échelon régional, notamment pour la production des combustibles et des matières premières, en dirigeant les investissements vers les emplacements favorables de la région, et pour la production manufacturière, celle des machines et d'outillage en particulier, en assurant une spécialisation favorable à la réalisation des économies que rend possibles la production à grande échelle.

2. L'application des prix du marché capitaliste international au commerce intrarégional des pays membres du CAEM n'est qu'une solution transitoire ; elle représente plutôt un moyen d'arbitrage entre partenaires qu'un instrument de la politique économique internationale. Mais il n'y a pas d'autre solution durable ; dans ce domaine, il faut choisir entre les deux seules possibilités. Ou bien on se décide pour l'isolement du marché en introduisant une réglementation intrarégionale des prix d'exportation et d'importation qui, pour chaque produit, corresponde aux conditions particulières de l'offre et de la demande dans la région, ou bien on se décide à progresser dans la voie d'une division internationale du travail plus étendue avec l'ensemble des pays industrialisés, européens ou non, et avec les pays sous-développés d'outre-mer, en s'intégrant dans l'économie mondiale, comme « guides pour les prix » (*price leaders*) dans un domaine restreint, ou comme « disciples pour les prix » (*price followers*) dans la plupart des cas.

3. Les solutions trouvées pour le système des paiements internationaux des pays membres du CAEM sont également temporaires. Les entraves que peuvent apporter à l'expansion commerciale les règlements de paiements bilatéraux ont été écartées par des crédits de secours extraordinaires en 1957 et 1958 et, dans les années suivantes, par les possibilités accordées d'excédents sur les comptes de compensation bilatérale, c'est-à-dire par un ajournement des paiements. La convertibilité conditionnelle qui résulte des arrangements adoptés pour les compensations triangulaires ou multilatérales ne peut avoir également qu'une efficacité limitée parce que les possibilités d'achat sont inégales, sur les marchés d'exportation des divers pays participants. Un progrès dans le sens d'une convertibilité plus efficace, avec les arrangements multilatéraux qu'elle implique, est aussi imposé par la nécessité de corriger le déséquilibre des positions relatives de partenaires inégaux dans tout système de paiements bilatéral et limité, car ce système accentue inévitablement le déséquilibre qui existe entre grands partenaires d'une part, dont l'offre est riche et variée, et la demande restreinte et flexible, et petits partenaires d'autre part, dont l'offre est peu variée et qui dépendent des importations d'une manière absolue pour un grand nombre de produits.

TABLEAU 10

Exportations et importations par régions
En millions de dollars, aux prix courants

	Exportations						Importations					
	1950	1955	1958	1959	1960	1961	1950	1955	1958	1959	1960	1961
<i>Bulgarie</i>												
Union soviétique	66	119	202	260	308	337	78	119	193	287	333	356
Autres pays de l'Europe orientale	40	87	104	130	154	193	42	99	109	149	176	185
Pays d'Asie appartenant au marché oriental	—	5	12	8	10	..	—	4	8	12	14	..
Europe occidentale	15	20	46	54	64	..	20	25	46	120	84	..
Autres pays du monde	3	6	9	15	36	..	1	3	11	12	26	..
Total	124	237	373	467	572	663	141	250	367	580	633	666
<i>Tchécoslovaquie</i>												
Union soviétique	198	403	497	587	659	713	189	365	452	598	630	656
Autres pays de l'Europe orientale	215	333	413	504	569	633	158	319	392	437	531	638
Pays d'Asie appartenant au marché oriental	14	67	130	135	133	49	13	61	98	109	107	56
Europe occidentale	230	200	265	299	324	323	192	178	278	282	340	314
Autres pays du monde	122	173	208	202	244	328	87	130	137	176	208	360
Total	779	1.176	1.513	1.727	1.929	2.046	639	1.053	1.357	1.602	1.816	2.024
<i>Allemagne orientale</i>												
Union soviétique	154	516	846	941	924	911	193	422	694	920	953	1070
Autres pays de l'Europe orientale	122	316	433	540	582	683	160	318	361	424	493	546
Pays d'Asie appartenant au marché oriental	—	107	147	127	118	56	—	87	113	125	114	35
Europe occidentale	126	276	383	418	441	429	113	292	403	423	466	430
Autres pays du monde	4	63	81	95	126	182	4	54	109	100	144	135
Total	406	1.278	1.890	2.121	2.191	2.261*	470	1.173	1.680	1.992	2.170	2.216*
<i>Hongrie</i>												
Union soviétique	95	153	159	209	256	329	77	99	194	256	303	365
Autres pays de l'Europe orientale	122	208	229	253	281	428	101	163	205	254	321	340
Pays d'Asie appartenant au marché oriental	—	36	65	47	49	..	—	30	36	47	43	..
Europe occidentale	91	157	188	210	230	196	115	204	164	201	268	256
Autres pays du monde	21	47	43	51	58	76	23	58	32	35	41	63
Total	329	601	684	770	874	1.029	316	554	631	793	976	1.024

Sorbonne: Annuaires et bulletins statistiques: AND (*Auslandshandels Nachrichten Dienst*): 28 mars 1962; *Bulletin économique pour l'Europe*, no 1, vol. 11, 1959. P. A-21.

Notes: Les données ont été complétées pour le commerce avec l'Europe occidentale pour les relations qui ne sont pas données dans les sources européennes, par les données des pays partenaires ajustées pour le coût de transport.

Dans le principe de la coordination des plans de production et des plans du commerce extérieur à long terme, il y a, sans aucun doute, un élément positif. Une coordination semblable de la production et du commerce à long terme adoptée dans des conditions d'organisation différentes, sur une échelle plus large, c'est-à-dire mondiale, permettrait, d'abord, par une application plus étendue des accords internationaux portant sur les produits, d'introduire un élément nouveau dans le fonctionnement de ce commerce. En même temps elle permettrait, parallèlement aux améliorations nécessaires apportées au système des prix et des paiements du CAEM, de réduire les tensions qui s'exercent actuellement sur certains pays de l'Est européen, particulièrement les petits pays pauvres en ressources naturelles, en raison de leur position relativement faible dans le commerce réglementé de leur région.

Dans l'étape actuelle du développement du commerce international, il ne suffit plus, évidemment, de chercher les moyens propres à améliorer la coopération et à élargir le commerce des pays ayant un même système économique, ni même de chercher les moyens destinés à favoriser la coopération commerciale entre Etats de systèmes économiques et politiques différents¹. Ce qu'il faut maintenant à l'époque de la CEE, de l'AELE et du CAEM, en Europe en particulier, c'est poursuivre l'étude des problèmes de la coopération interrégionale, de son fonctionnement et des moyens propres à la favoriser car, malgré les apparences, tout se tient dans ce domaine.

¹ Voir *Moyens propres à favoriser une plus large coopération commerciale entre les Etats* (Rapport préliminaire du secrétaire général), Nations Unies, Conseil économique et social, E 3389, 13 juin 1960.